

*Le comptable est occupé par les
impôts, je relance dès mercredi
prochain*

Rapport Mme Christiane

Monsieur le Directeur Général de
CONGELCAM SA
Douala -Cameroun

Nos réf. : GAC/WI/021/032

Douala, le 19 Mars 2021

Objet : Accompagnement à la mise en place du système
de gestion sécurisée, de comptabilisation et de conservation
des titres dématérialisés.



Monsieur le Directeur Général,

Depuis quelques années, la zone CEMAC s'active à s'arrimer aux bonnes pratiques en matière
de financement des entreprises à coût acceptables.

C'est dans ce cadre que plusieurs décisions ont été prises par les instances régionales et
nationales pour implémenter des solutions pragmatiques au profit des opérateurs économiques.

L'une des décisions qui occupe l'actualité des sociétés anonymes est la mise en œuvre de L'acte
Uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE en ses articles 744-1 consacre
l'obligation d'inscription en compte des valeurs mobilières. La loi du 23 avril 2014 oblige les SA à
dématérialiser les valeurs mobilières physiques. Ainsi, les actions vendues ou achetées vont circuler
par des écritures comptables et des virements d'un compte des valeurs mobilières à un autre. Pour ce
faire, les valeurs mobilières numérisées sont centralisées auprès du dépositaire central qui est
aujourd'hui la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA).

Le but de cette opération consiste non seulement à donner un dispositif juridique relatif au
transfert des propriétés mais aussi de permettre à l'actionnaire de suivre plus aisément ses titres. Le
processus de dématérialisation a été découpé en trois étapes progressives :

- Etape 1 : Inscription en compte des sociétés émettrices ;
- Etape 2 : Dématérialisation des certificats physiques d'actions ;
- Etapes 3 : obligation de tenue des comptes titres dématérialisés.

Un dispositif de sanctions a été mis en place par la loi de finance 2019 pour toutes les sociétés
émettrices qui ne se soumettraient pas à l'obligation de codifier et d'inscrire en compte leurs titres
financiers. Le délai de mise en conformité des entreprises est fixé pour le 30 avril 2021.

